

Et si les pays sous développés n'ont pas pour objectif le développement ?

Nasreddine BEDDI

Université de Tlemcen

Résumé :

Pareille hypothèse parait de prime abord inconcevable : non seulement elle irait à l'encontre des discours gouvernementaux mais en plus elle rendrait vaine toute stratégie économique présentée. De ce fait notre colloque se réduirait à de simples propositions sans issues !

Evidemment, si nous nous référons strictement aux déclarations officielles, l'hypothèse se révélerait un non-sens et la question ne devrait donc nullement être posée. Elle ne devrait surtout pas être posée afin de garder intacte la confiance en ces pays pauvres qui, s'alourdissant de dettes, quémandent plus de crédits pour les besoins de leurs investissements. Pourtant leurs projets, sitôt entamés, seront en grande partie abandonnés pour la poursuite d'un autre projet ou tout simplement engloutis dans des scandales financiers dont personne ne demandera des comptes.

De nombreux signes de comportement tant dans le domaine politique que social, nous incitent donc à envisager cette hypothèse afin d'en mesurer toutes les conséquences sur les démarches économiques préconisées. Nous comprendrions mieux alors pourquoi toutes les stratégies de croissance dont les économistes de tout bord se sont évertués à présenter, sont tombées dans l'inefficacité ou plus encore dans l'oubli.

Les économistes du tiers monde auront mis toute leur ingéniosité durant la deuxième moitié du XXème siècle à présenter des schémas de développement cohérents et pratiques pour sauver ses pays attardés mais ces auteurs n'auront été que de simples utopistes faute de la mise en pratique sincère de leurs modèles. Ils n'avaient pas prévu le peu de volonté de ces pays où la stagnation, semblant arranger la majorité, serait bien perçue comme une situation d'équilibre des intérêts.

Comment dès lors faire admettre à ces pays que les stratégies de développement sont nécessaires pour leur prospérité comme pour la prospérité de tout le monde ? La mondialisation étant devenue une réalité, toutes les réticences nationales seront à aplanir tant qu'elles sont contraires au progrès général.

L'action vers l'objectif devrait donc céder la place pour une action par les contraintes : ce que nous essaierons d'expliquer dans notre intervention.

Cette question semble absolument en contradiction avec le bon sens, c'est à dire le sens communément admis à l'heure actuelle et selon lequel tous les pays pauvres cherchent à combler le retard en matière économique. Car comment dénier aux pays sous développés leurs efforts qui en toute apparence s'accordent à préparer un terrain favorable à la relance économique ? Sous peine de détruire un mythe 'à priori' acceptable, il conviendrait de ne pas se poser cette question embarrassante et cela pour plusieurs raisons :

- D'abord elle rendrait bien caduques les réflexions déployées dans ce colloque qui, en toute rigueur, se proposent de débattre sur les stratégies économiques à mettre en œuvre afin d'amorcer (ou d'accélérer) le processus de la croissance dans ces pays qui en ont tant besoin. Toutes les idées émises seront donc inutiles si leurs applications sont inconcevables ou refusées absolument dans leur mise à l'épreuve. Voilà de quoi alimenter le désespoir des spécialistes en économie qui s'évertuent à montrer les meilleures voies pour un développement durable et rapide.

- Il ne serait pas indiqué non plus de se poser la question dans ces pays pauvres qui ne parlent que de « développement », sous peine d'être jugé coupable d'un scepticisme outrancier ou pire encore d'être soupçonné d'idées subversives pour discréditer les plans des gouvernements en place. Car comment imaginer que ces pays sous développés soient contraires aux progrès alors que leurs situations lamentables leur édictent des efforts pour sortir du marasme économique dans lequel ils sont en train de vivre ?

- Il serait encore moins fortuit de l'énoncer à une échelle plus élargie alors que des Institutions Internationales et certains pays riches déploient tant de moyens pour aider ces pays pauvres à entamer leur développement. Pareille question découragerait alors les volontaires les plus opiniâtres dans leur dessein d'éradiquer le mal du sous développement.

Non, la question ne doit même pas être envisagée... sauf peut être s'il existe des indices sérieux qui nous permettent de la poser. Comme nous persistons dans notre doute, nous nous proposons de montrer qu'il est réaliste de répondre par l'affirmative à cette question ; il nous échoirait alors le rôle de montrer les voies et moyens de tirer ces pays de leur léthargie malgré leur dessein de sombrer dans leur pauvreté.

Pour commencer, il faut se rendre compte que la rationalité appliquée dans les raisonnements économiques pour élucider certains types de comportement est à prendre dans ses multiples dimensions afin d'expliquer les nombreuses apparences, généralement en contre-sens, et qui empêchent tout effort vers l'avant dans ces pays qui ont trop tendance à regarder plutôt vers l'arrière.

Les pays sous développés manifestent donc trop souvent des comportements en complètes contradictions avec la rationalité économique mais il faut se rendre compte aussi que ces pays obéissent beaucoup plus à une rationalité extra économique dont il est difficile d'en percevoir tous les effets. Il faut malheureusement signaler que les effets négatifs sont les plus nombreux ; même si quelques bons effets apparaissent ça et là, ils se manifestent d'une manière si sporadiques et si éphémères que l'on a tendance à les négliger ou à les prendre pour un pur produit de hasard ! De

plus ils sont si rapidement dilués dans les flots de décisions contradictoires et sans suivi sérieux qu'ils n'auront jamais le temps d'ouvrir une brèche infime dans le mur de la léthargie économique en vigueur.

Comme la rationalité ne se limite pas à édicter une ligne unique de conduite (cela serait trop facile ou trop contraignant !), il convient donc d'analyser les motifs immédiats qui plaident en faveur des décisions (non toujours économiques) des pays sous développés. De toute façon, toute action ne peut avoir des effets totalement indépendants des causes premières qui ont été à l'origine de sa création ; une volonté constructive (même la plus sincère) est rapidement annihilée par des jeux de privilèges contradictoires qui veillent à son exécution. Pourquoi donc s'étonner de voir des résultats sans lien avec les décisions premières ? Les déclarations politiques demeureront de simples déclarations en vue de galvaniser des foules en attente d'un changement improbable, tant qu'elles n'ont que des chances infimes d'être concrétisées. Il faut dire donc que les pays sous développés ont plutôt tendance à prendre le rêve pour la réalité or, hélas, l'économie n'obéit qu'à la stricte réalité des choses.

Ayant fait référence à la juxtaposition de systèmes de rationalité qui peuvent mener à des résultats contradictoires, nous devons peut être clarifier mieux notre propos en démontrant avec plus de détails (et si possible avec des exemples), les règles qui régissent ces comportements.

Sur le plan des fondements :

Le développement, en tant que démarche méthodologique visant à mettre la société dans un sens qualitativement meilleur, a été la grande innovation des pays actuellement riches. Ces derniers se sont rendu compte qu'il leur fallait mobiliser toutes les ressources matérielles et humaines pour pouvoir s'arracher à la sujétion de l'ordre naturel qui avait toujours présidé aux cours de l'Histoire. Le développement est donc l'aboutissement d'une longue maturation des idées philosophiques, scientifiques, technologiques... et économiques qui se sont accumulées au fil des ans et qui, sous la pression de multiples contraintes (les cataclysmes naturels, les climats de guerre, les luttes pour la suprématie...) se sont manifestées en course pour la puissance économique. Retenons le terme « contrainte » car nous l'explicitons un peu plus dans notre raisonnement ultérieur quand nous examinerons les expériences actuelles en matière de développement.

Les pays sous développés, privilégiant l'aspect technologique en tant que savoir-faire immédiat, ont tendance à négliger les autres éléments comme l'organisation sociale, la liberté de pensée, l'ouverture politique... Ils n'ont eu alors qu'une vision partielle de ce développement pour lequel ils font « tout » pour le réussir. Leur rationalité mutilante n'est qu'une rationalité partielle qui prend parfois l'allure d'une entreprise absurde et bien sûr vouée à l'échec dès son commencement. Les contradictions, en s'accumulant avec un effet surprenant de boule de neige, se révèlent conséquemment des facteurs inhibiteurs de la croissance avec parfois des retours en arrière spectaculaires qui remettent tous les jeux à la case de départ. Cela donne alors à ces pays des dynamiques peu coutumières où tout consiste à se refaire pendant que la violence sociale prend souvent le relais pour empêcher (ou retarder) le retour à la normale et renouer avec la rationalité économique.

Ainsi voyons-nous un tel pays importer massivement des produits d'équipement pour la construction d'usine, pour l'aménagement du territoire... mais il choisit les moins compétents à la tête de la direction, réprime les contestations et les critiques de ces projets, et tolère les malversations en vue d'éviter des scandales qui éclaboussent une partie de la classe dirigeante ou tout simplement abandonne carrément ces projets pour entamer d'autres avec autant de mauvaise conviction et de contradiction.

Alors pour résumer : comment concilier les accumulations des capitaux et les accumulations d'aberrations qui sont absolument incompatibles avec une progression saine de l'économie ? Les faibles performances des investissements (ou leur recul pur et simple) ne font qu'aggraver leur retard dans un contexte international fortement dominé par la concurrence que seuls les calculs rigoureux permettent de surpasser dans le cadre strict de l'efficacité ? Quoi d'étonnant alors à ce que ces mêmes pays soient farouchement hostiles à la mondialisation ? Ils préfèrent certainement opter en faveur de la protection nationale et pénaliser leurs peuples et leurs entreprises performantes en permettant des produits plus chers et de moindre qualité, tout en maintenant le climat malsain dans lequel se déroule cette production.

Comment alors admettre une production dans le cadre du gaspillage, de la corruption, des détournements et de la négligence ? Si les volontés en faveur du modernisme ne manquent pas, il faudrait se rendre compte aussi que ces mêmes volontés, pêchant par un excès d'optimisme et pire encore de triomphalisme dont les politiciens s'en font les adeptes les plus empressés, ne peuvent que retomber à leur juste niveau, c'est à dire au niveau de la non-existence des actions entreprises. Ainsi nous voyons souvent des réformes succéder à des réformes au milieu d'un tapage médiatique et idéologique mais pour aboutir à rien et ainsi ne récolter que des désillusions à l'heure des bilans.

Sur le plan des structures :

Les économistes ont longtemps considéré l'existence de deux secteurs (un secteur moderne et un secteur traditionnel) comme une ambivalence gênante au sein des économies des pays pauvres. Ils soutenaient en fait que c'est l'antagonisme dominant entre ces deux secteurs qui génère des difficultés à réaliser un développement équilibré. On chercha le gêneur et on pointa immédiatement du doigt le secteur traditionnel comme le grand obstacle au développement.

Les Etats, modernistes par définition, se chargèrent alors d'éliminer ce secteur, localisé principalement dans l'agriculture et l'artisanat, pour promouvoir le secteur moderne, localisé dans la grande industrie et dans l'administration. Après la grande course aux équipements, importés chèrement des pays riches, et l'euphorie liée aux créations massives des postes d'emploi, on passa rapidement aux désenchantements en constatant les résultats. Des résultats décevants sur tous les plans :

- D'abord on put réaliser (quand on put réaliser) une production industrielle insuffisante, médiocre et tellement irrégulière qu'elle livra le marché national à des fréquentes pénuries. Aux tensions sociales à cause des frustrations qui s'ensuivirent, il se révéla qu'il valait mieux ne rien produire du tout que produire imparfaitement.

- Ensuite, l'administration qui devait jouer un rôle particulièrement actif dans l'organisation, le contrôle, le suivi..., ne se révéla en fin de compte qu'une structure de blocage avec ses entraves bureaucratiques. Elle devint le siège de tous les détournements, des corruptions et des négligences.

- En corollaire :

Les efforts de modernisations, non seulement n'encouragèrent que les incompétences et les malversations mais en plus ils ruinèrent une agriculture et un artisanat qui assuraient la subsistance à une bonne couche de la population. On assista alors à un exode rural qui, tout en vidant la campagne, alla engorger les villes. Ces dernières, accusant déjà un grand déficit en matières des infrastructures sociales, vont plier sous le poids d'une surpopulation urbaine dont la jeunesse sera la plus touchée par le chômage, la précarité et l'insalubrité. La délinquance, les maladies dues à toxicomanie, à la sous alimentation et au manque d'hygiène, ainsi que la misère achevèrent par donner aux villes des pays sous développés ces marques d'insécurité, de saleté et de situations paradoxales où le luxe le plus tapageur côtoie la plus sordide pauvreté.

La rue est livrée à la mendicité, la prostitution, au travail des enfants et au marché informel ; de même que le banditisme devient une activité normale pour survivre dans cette jungle où la violence impose sa hiérarchie. Une hiérarchie qui, n'étant pas trop différente de celle de la hiérarchie administrative, est soupçonnée d'une connivence manifeste avec les autorités officielles. La corruption, l'évasion fiscale et les luttes d'influence rendent complémentaires les intérêts dans une société où la notion d'ordre réfère plutôt à la loi du plus riche et du plus puissant dans l'administration officielle.

Devant cet effacement (volontaire ou non) de l'Etat, c'est la loi de la débrouillardise qui est tacitement en vigueur et c'est donc à qui enfreint les lois de l'Etat qui a le plus de chance de réussir. Car dans ces fausses conditions, la stricte obéissance aux lois étatiques ne mènera le citoyen qu'au désœuvrement, à l'appauvrissement et à l'exposera partout à l'abus d'autorité : situation paradoxale où la croyance en l'Etat moderne pénalise les hommes les plus compétents de la population. En Algérie les gens les plus admirés ne sont pas les plus travailleurs ni les plus compétents mais ceux qui accumulent une grande fortune rapidement et d'une manière la plus louche, avec de préférence une protection tacite ou ouverte des appareils de l'Etat. De toutes façons, personne ne cherchera à se poser la question en matière de légalité ; l'admiration suffit et l'administration, grassement payée, veille à l'ordre en vigueur.

Les efforts vains de la modernisation :

Nous avons observé combien tous ces projets gouvernementaux qui visent à moderniser le pays ne font que se traduire par leur résultat tout à fait opposé à ce qui est normalement espéré. Bien sûr certains investissements ont fini par avoir des effets bénéfiques tant sur la production que sur le pouvoir d'achat des travailleurs que sur le commerce. Les gouvernants d'ailleurs s'empressent toujours (en les grossissant si

nécessaire) de publier des données statistiques qui témoignent éloquemment des succès de l'entreprise.

Mais on oublie tous ces surcoûts, ces gaspillages, ces retards dans l'exécution et même ces abandons de projets sur le point d'être achevés. On met moins d'empressement à les signaler ou alors on ne les signale pas du tout. Ainsi en Algérie, on connaît bien les investissements consentis dans le cadre de la loi de finance mais on ne connaît rien sur le niveau des réalisations à l'heure des bilans. On parle encore moins des abandons de projets dont certains comme celui du métro d'Alger par exemple (dont on évoque parfois le sujet sans situer les responsabilités) finissent par apparaître sous l'effet des exaspérations d'une population assommée par une circulation de plus en plus problématique. Sur ce le même sujet, on enterra rapidement le projet de montage de voitures à Tiaret, préférant les importer de Turquie ou d'ailleurs par on ne sait quel sombre calcul douanier ou rentier. De même, la construction de l'Institut Pasteur dont il ne restera qu'un chantier en ruine et abandonné aux mauvaises herbes et aux mauvaises langues.

Mais ces projets sont les plus en vue et personne ne sait combien d'autres projets similaires ont été abandonnés le plus simplement du monde et dans la plus parfaite indifférence et surtout sans que l'on ne se soucie des dépenses occasionnées. Enfin tant qu'il y a de l'argent dans les caisses du trésor public, tant qu'il y a l'impôt pour remplir ces caisses et surtout tant qu'il y a l'impunité on pourra toujours se permettre d'entamer un chantier sans nécessairement s'intéresser à ce qu'il en résultera.

Combien même un projet aurait fini par être achevé, on oublie les coûts de cette « réussite » qui sont généralement exorbitants et non tout à fait certains à terme quant à leur rentabilité. Ainsi nous citons le cas en Algérie des entreprises nationales qui ont été créées à grands tapages médiatiques et qui ont exigé des capitaux importants mais qui, durant leur fonctionnement, ont fini par accumuler des déficits, des retards en technologies... pour terminer en faillite à l'heure actuelle. Les salariés licenciés se rendent compte combien la réussite aura été de courte durée, de même que leur carrière professionnelle ! Les journaux locaux parlent souvent de ces difficultés financières des entreprises publiques qui, normalement destinées à participer à la croissance nationale, s'en trouvent quémandeuses permanentes et toujours en plus grandes sommes de subventions pour pouvoir survivre. Les dettes de ces entreprises publiques sont estimées à 880 milliards de dinars¹ par le chef du gouvernement et nul n'est en mesure d'évaluer toutes les dégradations des équipements de ces entreprises dont le nombre est de 1303.

Ne pouvant se faire valoir par leur travail, ces entreprises avancent l'argumentation qu'avec leur fermeture, un demi-million de pères de familles se trouveront du jour au lendemain en chômage ; aussi veulent-elles rester dans le giron de l'Etat pour bénéficier de ses assistances financières continues.

Sur les entreprises nationales qui n'ont pas ces difficultés financières mais qui jouissent amplement (et abusivement) du parapluie de la protection Etatique telles

¹Cité dans le quotidien l'Expression du 18 novembre 2004

SONATRAC, SONEGAS.... et qu'on considère, nul ne sait pourquoi, comme des entreprises stratégiques (et donc intouchables), rien ne filtre tant dans leur gestion que dans leur participation à l'effort national en matière d'investissements.

En admettant que certaines réussites dans l'exécution des projets soient réellement considérées comme des réussites complètes, nous devons pourtant dire qu'elles demeurent plus spectaculaires (par l'effet médiatique de leurs inaugurations) que coutumières (par le nombre limité de leurs cas similaires).

L'échec garanti :

En fait les échecs se succèdent aux échecs, si bien que les effets négatifs finissent seuls par compter pour aggraver cette réalité désastreuse qui caractérise les pays sous développés. Aussi a-t-on plutôt la sensation que les pays sous développés sont en train surtout de s'enfoncer dans le marasme plutôt que se trouver dans le sillage de la prospérité. Qu'on ne nous cite surtout pas le cas de certains pays (principalement du sud est asiatique) qui paraissent dans la bonne voie du développement ! Leur nombre, un peu trop réduit, ne nous permet pas de tirer une déduction applicable à l'ensemble. Alors nous devons plutôt admettre que le (grand) reste des pays en retard est en train malheureusement d'accumuler du retard malgré quelques marches chancelantes.

Certains pays sont tombés dans un brusque regain de violence (la Côte d'Ivoire, le Soudan, l'Irak...) et c'est le sort qui semble guetter tous les pays sous développés qui ne prennent pas au plus vite les décisions qui s'imposent pour s'arracher des affres de la misère. Certaines de leurs réussites actuelles ne les préservent pas totalement des menaces d'une chute catastrophique !

Ce qui est pourtant paradoxal, c'est qu'après chaque échec d'un projet, on ne prend pas la peine de procéder à une évaluation exhaustive pour déterminer les faits et causes des difficultés encourues, afin de rectifier la stratégie visée et remédier à la situation dans le futur. Non, on se contente le plus souvent d'abandonner purement et simplement le chantier pour le livrer au silence de l'oubli et au vandalisme des hommes qui seront trop heureux de se le disputer à l'invasion des orties. Pire encore on laissera souvent traîner les choses en reportant aux calendes grecques leur reprise mais entre temps, on continuera à maintenir tout un personnel occupé à ne rien faire ; ce personnel est constitué surtout des cadres administratifs comme le directeur et ses adjoints, des employés privilégiés, des secrétaires et accessoirement quelques gardiens ! C'est ce qu'on appelle sauvegarder les postes d'emplois !

Il s'ensuit inévitablement une situation d'abandon et de négligences où les chantiers sont livrés à la nature et aux déprédations mais on se gardera bien de les évoquer pour ne pas ternir l'image de marque du pays. Il faut que le scandale atteigne des proportions alarmantes pour pouvoir sortir quelques dossiers poussiéreux et reprendre (à zéro) le projet. Et encore ce sera pour l'abandonner tout de suite après, c'est à dire quand la rumeur se serait calmée !

Qui faut-il incriminer ?

Les pays sous développés ont cette caractéristique malheureuse de ne retenir aucune leçon de leurs déboires ; aussi donnent-ils l'impression de tourner en rond ou de repartir constamment de leur point de départ. Il en résulte ainsi qu'ils stagnent continuellement ou, s'ils avancent quelque peu pour certains, ils accusent une croissance faible, incertaine et peu soutenable dans le temps. Leur sentier de croissance, quand il n'est pas tourbillonnant, va en vacillant dans un lourd piétinement qui ne laisse percevoir aucune progression régulière permettant d'envisager nettement une sortie définitive du gouffre de la misère. Le décollage, prévu durant les années 70 par des économistes plutôt militants que scientifiques, ne semble pas évident dans un proche avenir pour tous les pays sous développés dont certains sont en train d'accuser un retard de plus en plus grandissant.

Ainsi Le nombre des pays les moins avancés de la planète qui demandaient l'effacement de leur dette extérieure, semble grossir au grand regret du FMI et des économistes les plus optimistes. Ils étaient vingt-quatre en 1971, ils furent quarante-huit en 1995 à répondre aux critères définis par les Nations Unies pour déterminer la classification des pays les moins avancés. C'est surtout en Afrique que la pauvreté a gagné le plus de terrain mais dans les autres continents (surtout en Asie du sud est, en Amérique latine ou dans certains archipels du Pacifique), certains pays encore dans une situation instable ne sont pas totalement à l'abri d'une chute dans le rang malheureux des pays les moins avancés.

Pourtant, il faut signaler que, quelle que serait sa gravité, un échec n'exige pas nécessairement l'arrêt de toute activité ; bien au contraire il nous incite à un regard plus sérieux et à un travail plus actif. A l'appui de cela, il suffit d'invoquer les pays développés qui ont longtemps tâtonné avant d'aboutir progressivement aux meilleures méthodes de travail. Les erreurs, quand elles sont bien étudiées, permettent d'accumuler des sommes d'expériences précieuses qui aident à comprendre mieux le phénomène, à maîtriser d'une manière plus efficace les difficultés à venir et, par-là donc, cela contribue à la minimisation de ces mêmes erreurs et des gaspillages qu'elles occasionnent : les améliorations ne sont possibles qu'en partant de situations nettement défavorables. Pour s'en convaincre, il suffit de voir comment les pays actuellement développés, vivaient au début du XX ème et surtout quelles difficultés ils ont dû traverser pour arriver à ce stade si envié du développement.

Ne pouvant (ou n'osant pas) affronter nettement leurs difficultés, les dirigeants des pays sous développés cherchent plutôt des faux responsables ou des causes virtuelles aux échecs de leur programme :

- Sur les faux responsables :

L'attention n'est pas portée sur tous ces hauts directeurs centraux, sur ces hauts responsables Etatiques, c'est à dire sur ces grands décideurs qui sont choisis plus pour leurs relations parentales que pour leurs compétences, et qui sont célèbres pour leurs frasques et leurs malversations, mais elle est tournée sur des personnes en bas de l'échelle, c'est à dire les plus simples exécutant des décisions émanant du sommet, qu'on s'empresse d'accuser de mauvaise gestion.

La protection de certains intérêts et l'impunité de certains privilégiés du régime en place, rendent impossible une remise en question des programmes adoptés et mènent donc à la persistance des erreurs combien même elles se répètent cent fois. En fait les erreurs se répéteront autant de fois que les décideurs sont à leur place pour continuer de leur postes inamovibles à édicter les décisions insensées.

Ce n'est donc par pur hasard historique dans les pays actuellement riches que les débats sur la démocratie ont précédé les efforts dans le développement économique. Répugnant à céder facilement leurs postes pour une alternance au pouvoir et surtout craignant la libre pensée qui pourrait les confronter à l'épreuve de la vérité, les responsables des pays pauvres ont préféré entamer l'effort du développement tout en niant les conditions politiques nécessaires à la réussite de leur économie. On connaît comment cette allergie à toute réforme politique en faveur de l'ouverture, se manifeste à travers les multiples actes de répression ; ces répressions sont bien sûr justifiées en vue d'instaurer l'ordre afin d'imposer des plans de développement.

Les esprits les moins perspicaces auront dénoté alors que les dirigeants des pays sous développés sont plus préoccupés à défendre leurs privilèges que la poursuite d'une réelle stratégie du développement.

- Sur les causes virtuelles de l'échec :

Il arrive souvent que les causes de l'échec d'un programme de développement soient attribuées à des facteurs purement fictifs :

--A de mauvais modèles de développement :

Les premiers incriminés sont alors les économistes. Oui ce sont généralement les économistes émérites qui sont fautifs à cause de leurs modèles imparfaits et non ceux qui auront présidé à toutes les actions pour son exécution ! Alors le débat se déplace dans un contexte purement théorique jusqu'à devenir stérile surtout quand quelques économistes de second ordre prennent le relais pour s'affirmer en mesure de produire un meilleur modèle. Nous nous rappelons encore ce débat houleux autour du modèle sur les industries industrialisantes qui a été mis en application durant les premiers plans quadriennaux en Algérie et dont la réussite ne fut nullement à la mesure des espérances escomptées.

On oublia toutes les incompétences des gestionnaires, les gaspillages, les malversations et les entraves bureaucratiques (ou on les relégua au second plan) et on accabla de tous les maux le modèle lui-même. Les critiques, dépassant alors les bases de sa conception, prenaient le pas sur les intentions et heureusement qu'on n'alla pas jusqu'à lancer un mandat d'arrêt international contre De Bernis à qui on attribua l'entière paternité du modèle et bien sûr l'entière responsabilité de son échec en Algérie.

Au lieu d'améliorer un modèle reconnu au niveau international en vue de son adaptation aux conditions nationales, certains économistes locaux s'empressent donc souvent d'offrir quelques copies dont les effets sont évidemment voués à un échec plus grand. Naturellement, ces échecs successifs seront attribués à tous les

économistes qui n'ont pas encore réussi à délivrer des modèles de croissance parfaits et applicables en toutes circonstances

Comme les alchimistes seront accusés d'incompétence pour n'avoir pas découvert le secret de l'élixir de l'immortalité, les économistes seront accusés actuellement d'incompétence pour n'avoir pas découvert la formule miracle du développement. La similitude n'étant pas fortuite, il convient de dire que les économistes, ceux qui sont particulièrement imprégnés de la probité scientifique pour plaider en faveur d'une véritable ouverture des idées, sont soupçonnés d'alchimie et donc écartés des réels centres de décisions. On ne retient alors dans le sérail que quelques théoriciens qui vont dans le sens des idées en vogue et que le régime en place tend à faire valoir, si nécessaire par la force !

--Le peuple toujours fautif :

Dans tous les cas, il y a un responsable désigné pour toutes les erreurs et les insuffisances : c'est le peuple ! En cas d'échec dans l'application d'un plan, c'est le peuple qui est toujours incriminé pour son ignorance, son incompréhension, sa mauvaise volonté, son manque de collaboration ou tout simplement pour son inconscience. Certes certaines de ces accusations sont réelles dans leur généralisation mais quand on ne prend pas la peine de localiser exactement le milieu agressé, afin de jeter le pont d'une compréhension pour instituer un terrain de dialogue permanent, cette accusation devient gratuite et sans fondement.

Cette accusation est d'autant facile (et sans valeur) qu'elle ne désigne personne de précis : elle disqualifie tout au juste le peuple pour grandir tous les responsables qui font preuve de bonnes intentions en délivrant des plans de développement. Comme ces plans visent en réalité à assurer le bien être à la population et comme cette dernière ne fait aucun effort pour participer à la concrétisation des programmes, alors il n'y a plus qu'à lui offrir un autre plan sans se préoccuper de son résultat ou à l'abandonner à sa misérable condition ; étant donné que de toute façon le peuple ne fait aucun effort dans le sens souhaité par les responsables étatiques. Il s'ensuit qu'on se rejette comme on peut la responsabilité des échecs et à la limite on arrive à se complaire dans cette situation particulièrement empreinte d'inertie où chacun accuse l'autre sans que personne ne cherche à rompre ce cercle vicieux en initiant un véritable programme concerté.

Nous soutenons encore une fois que le peuple peut avoir une attitude passive quand il est absolument exclu des décisions et certaines composantes sociales peuvent même avoir une attitude franchement hostile à l'encontre de certains plans gouvernementaux. Ce sont généralement les couches les plus enracinées dans les activités primaires et les plus stables de la société, celles mêmes qui sont régies par des structures traditionnelles, qui s'opposent farouchement à ces prétendus plans de modernisation où elles voient leurs intérêts menacés et leur équilibre détruit. Les hommes au pouvoir s'empresseront de fustiger ces « réactionnaires » sans s'interroger sur le contenu de ces plans confectionnés le plus souvent dans les bureaux cossus de quelques ministères, par quelques techniciens incompetents et sans lien avec la réalité de la population.

A regarder de plus près, l'opposition n'est pas tellement contre le modernisme, toujours porteur d'une amélioration dans les conditions d'existence, mais plutôt contre ces bureaucrates dont le pouvoir exorbitant n'a d'égal que leur infatuation. Considérons le fléau de la corruption qui sévit à tous les échelons de l'administration publique et nous comprendrons mieux que ces plans obéissent beaucoup plus à la logique de certains intérêts supérieurs qu'à la logique de l'intérêt général. Alors quoi de plus normale qu'une animosité à l'égard d'un plan sans promesse pour une population délaissée dans sa pauvreté et qui ne demande rien à cet Etat qui lui rend la même politesse en la méconnaissant pour l'enfoncer plus facilement dans une attitude défensive.

La défense des intérêts privés :

Dans le paragraphe précédent, nous avons montré combien les stratégies de développement entamées en grande pompe par les gouvernements des pays pauvres, se résument en fait à quelques lancements de chantier dont on anticipe des rendements à la mesure des grandes ambitions politiques. Mais ces chantiers resteront sans suivi sérieux et finissent le plus souvent par des abandons purs et simples. Le mea culpa de la part des responsables étatiques consistera non en une remise en cause du bien fondé de certains projets économiques mais en accusation contre la population amorphe qui n'arrive pas à suivre le rythme du modernisme ; pour peu ils demanderaient le remplacement de leur peuple arriéré par l'importation d'un peuple plus coopératif.

L'idée de cette importation n'est pas farfelue en elle-même puisqu'on importe bien du matériel d'équipement, des cadres techniques.... Les pays actuellement riches ont bien fait appel à l'époque à une immigration massive pour construire leur pays ; nous faisons référence à l'Amérique au début du XX^{ème} siècle, à l'Australie,...et à l'Europe après la II^{ème} Guerre Mondiale. Mais ces pays préconisaient une politique d'ouverture que ne pourront jamais assumer les pays sous développés plus frileux en matière des libertés et surtout plus soucieux de protéger les intérêts de quelques particuliers dans le sérail du pouvoir.

Le modernisme préconisé par les instances gouvernementales se rapproche donc plus à une démarche visant à octroyer des postes importants de directions (avec des salaires très conséquents) à quelques privilégiés, à permettre des malversations et des gaspillages pour le plus grand luxe de certaines autorités et enfin (accessoirement) à créer des postes d'emploi pour des chômeurs qui seront, en temps utiles, bien en mesure de défendre leurs salaires et tout le projet économique. Cette stratégie, bien contestée dans son application, peut mener à quelques cas de réussites même si le terme réussite dans les pays sous développés n'obéit pas totalement aux normes rigoureuses de la rentabilité car il suffit qu'une entreprise arrive à « fonctionner » pour que l'on s'écrie au miracle même si la production ne répond pas à la qualité exigée. Mais qu'importe, on aura toujours fait exception à l'échec coutumier qui est de mise.

Pendant ce temps là, le chantier vivra dans l'indifférence des uns, l'hostilité d'un plus grand nombre et l'espérance de quelques travailleurs potentiels. Aucune étude ne prend la peine d'établir toutes les implications socio économiques ; quant aux dégâts sur l'environnement, on n'y pensera pas pour l'instant du moins....

Dans ce jeu complexe où des intérêts sont sacrifiés pour le grossissement des fortunes des autres et où les laisser pour compte n'ont d'autres alternatives que de feindre la passivité, une menace constante pèse sur la stabilité politique des pays sous développés. Ces derniers, continuant à mener des stratégies de croissance contestables, sont sporadiquement secoués par des forces opposées et certains pays finissent par basculer ouvertement dans un cycle de violence dont l'issue n'est pas encore dessinée jusqu'à nos jours.

Nous pouvons d'ores et déjà formuler quelques conclusions :

Les stratégies de croissances initiées ne sont pas toujours contestables dans leurs fondements économiques. Ce qui est contestable c'est la décision unilatérale et sans partage des autorités publiques à entreprendre un projet sans études sérieuses, sans prise en compte des forces opposées et sans consultation de toutes les parties concernées. Quand nous parlons de consultations, nous ne faisons pas référence à ces pseudo convocations de quelques «notables» dont on arrache facilement quelques signatures de bonnes volontés ; non, nous parlons de réelles consultations. Dans ce dernier cas, il faut supposer un réel pouvoir de contrôle sur toutes les actions menées, par les parties concernées de la population.

Il faut donc une réelle réforme gouvernementale pour instituer une alternance au pouvoir et surtout éliminer tous ces obstacles bureaucratiques dont ces administrations s'en font, pour des raisons évidentes, les plus farouches défenseurs. Consultations avant les décisions, transparences dans la gestion, liberté d'émettre des avis contraires, réinstauration des pouvoirs locaux... peuvent minimiser les risques d'un abus d'autorité dont seuls les directeurs centraux ont jusque-là tiré le bénéfice. Un bénéfice qui n'est pas entièrement en conformité avec l'intérêt général.

En conclusion

Il nous faut émettre quelques propositions :

- Rétablir la notion de contrainte

Rien n'est plus désagréable à ces pays sous développés que d'entendre parler de contraintes. Ils préfèrent plutôt, s'enfoncer dans la misère, accumuler des retards et même se disloquer dans les affres de la guerre de frontières ou de luttes inter ethniques.... Les gouvernants, n'ayant l'habitude de n'écouter que leurs propres avis, sont absolument allergiques à une idée contraire et ils sont encore moins disposés à entendre parler de contraintes sauf quand ils sont absolument obligés à cause de certaines crises qui menacent directement leurs maintiens à la tête de l'Etat.

Car ces pays se font les champions de la souveraineté nationale ; et à l'heure où toutes les nations parlent de mondialisation et prennent des dispositions pour s'adapter au nouvel ordre économique, il existe encore des gouvernements qui cherchent à se cramponner à leur pouvoir effrité pour préserver leur privilège au nom de l'intérêt national.

Pourtant si l'on se réfère aux expériences des pays riches, il faut signaler que ces pays n'ont entamé leur développement que sous des contraintes qui ne leur ont

laissé aucune liberté de s'endormir. En effet la concurrence entre ces nations à l'aube de la révolution industrielle, les luttes pour la conquête des marchés, la recherche de la suprématie... ont été à l'origine de ce besoin impérieux de se développer pour se soustraire de l'assujettissement de la nature et des hommes.

Les pays sous développés ont tout intérêt alors à voir certaines de ces contraintes mises en application. Bien sûr nous éliminons ces contraintes extrêmes telles les colonisations qui n'ont pas donné de meilleurs résultats mais certaines recommandations sont particulièrement désignées pour l'amélioration des conditions d'existence.

Parmi ces contraintes nous nous référons surtout aux directives des institutions internationales comme le FMI, la Banque Mondiale... qui veillent sur la bonne utilisation des crédits alloués. Nous savons combien ces pays pauvres sont enclins au gaspillage et à la mauvaise utilisation des capitaux. Il y a de plus une tendance à utiliser des crédits à des fins démagogiques, juste pour gagner les faveurs d'un soutien populaire ; ils dilapident rapidement ces emprunts en les détournant de leur objectif économique pour accumuler des dettes publiques dont ils demanderont l'effacement pur et simple. Il est alors paradoxal de voir ces pays utiliser avec une grande désinvolture des crédits pour crier ensuite à l'immixtion dans leurs affaires internes quand les Institutions financières internationales ou les pays créditeurs viennent à réclamer leurs prêts à l'échéance.

Nous revoyons encore tous ces responsables mal inspirés qui, lors de la crise de 1988 en Algérie, se sont soulevés contre les recommandations du FMI parce que ce dernier les incitait à une plus grande rigueur dans la gestion de ces crédits !

Enfin parmi les contraintes il faut mentionner certains blocus (en matière d'armement notamment) qui sont à encourager pour dissuader certaines guerres et engendrer un choix vers des investissements plus rentables. Il est évident que ces blocus doivent demeurer des cas extrêmes à appliquer uniquement pour éviter une guerre dont les conséquences sur les populations démunies sont les plus déplorables et dont les séquelles sont les plus à craindre pour la relance économique.

- Le respect des recommandations :

Sans entrer dans les nuances entre certaines de ces contraintes et certaines recommandations nous citons toutes ces recommandations de l'ONU et des ONG en faveur de l'ouverture politique, du respect des Droits de l'Homme et de la libéralisation de l'économie. Il s'agit en fait, à travers ces réformes institutionnelles, de favoriser l'initiative privée et l'appel aux investisseurs étrangers tout en assurant un climat social plus stable. Cette stabilité est absolument un préalable à toute action économique tendant à amorcer une relance de la croissance.

Le NEPAD (le Nouveau Partenariat pour le Développement de l'Afrique) dont la réunion se tiendra le 23 Novembre 2004 à Alger, ne manquera certainement pas d'insister sur la bonne gestion, sur la paix et la sécurité pour lutter contre la pauvreté et assurer la croissance. Il faut souhaiter alors que ces appels qui émanent des chefs de gouvernements africains soient écoutés par ces mêmes chefs qui sauront les appliquer dans leurs pays respectifs une fois la séance terminée !

Favoriser l'ouverture des frontières afin d'instaurer la concurrence comme stimulant majeur à toutes les économies. Dans ce contexte, tous les pays sont d'accord pour reconnaître les bienfaits d'une libre concurrence dans les échanges internationaux ; mais quant à l'application effective, chaque pays a tendance à émettre tellement de conditions pour s'attribuer des faveurs, alors même que chacun reconnaît que ces faveurs sont à proscrire dans le cadre d'une concurrence loyale au niveau international.

Les pays sous développés, étant les moins favorisés, sont les plus frileux dans les questions d'ouverture. Leur réflexe à opter plutôt pour un protectionnisme à outrance, les pousse à adopter ces politiques autarciques dont ils auront pourtant tout à se plaindre quand ils se retrouvent isolés des grands axes d'échanges internationaux.